Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Contrecoeur | 59035 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Amélie Champigny, CPA CA OMA M.Sc., atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Contrecoeur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

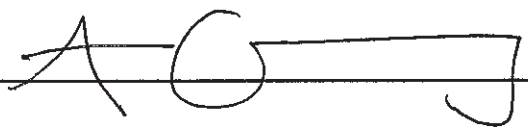
Signature  Date 3 mai 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 4
État consolidé de la situation financière 5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 6
État consolidé des flux de trésorerie 7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 8
Renseignements complémentaires consolidés
Informations sectorielles consolidées
Résultats détaillés par organismes 24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 26
Situation financière par organismes 27
Charges par objets 28
Excédent (déficit) accumulé 29
Avantages sociaux futurs 33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 44
Analyse des charges consolidées 56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil de la Ville de Contrecoeur

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Contrecoeur (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Contrecoeur au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Contrecoeur inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S-14, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

·nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

·nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

·nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc.
Société de comptables professionnels agréés

MPA inc. Société de comptables professionnels agréés
Robert Arbour, CPA Auditeur, CA
Montréal, le 3 mai 2022

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations	
		2021	2020
Revenus			
Taxes	1	13 654 632	13 032 713
Compensations tenant lieu de taxes	2	213 648	248 939
Quotes-parts	3		
Transferts	4	908 846	986 472
Services rendus	5	695 519	528 097
Imposition de droits	6	1 749 234	1 456 136
Amendes et pénalités	7	364 054	300 027
Revenus de placements de portefeuille	8	13 959	15 947
Autres revenus d'intérêts	9	92 374	65 241
Autres revenus	10	70 677	268 694
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	17 762 943	16 902 266
Charges			
Administration générale	14	2 959 838	2 830 764
Sécurité publique	15	2 841 021	2 552 517
Transport	16	3 635 985	3 067 121
Hygiène du milieu	17	4 274 036	3 953 282
Santé et bien-être	18	127 129	143 669
Aménagement, urbanisme et développement	19	603 304	579 956
Loisirs et culture	20	2 488 191	2 131 890
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	602 383	681 603
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	17 531 887	15 940 802
Excédent (déficit) de l'exercice	25	231 056	961 464
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	44 915 430	43 953 966
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	44 915 430	43 953 966
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	45 146 486	44 915 430

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 433 376	5 060 534
Débiteurs (note 5)	2	5 242 433	5 046 485
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	115 931	124 424
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	9 791 740	10 231 443
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 484 078	3 847 512
Revenus reportés (note 12)	12	33 432	13 201
Dette à long terme (note 13)	13	36 401 252	28 639 176
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	134 771	126 940
Autres passifs (note 14)	15		
	16	40 053 533	32 626 829
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(30 261 793)	(22 395 386)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	74 904 665	66 778 835
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	213 741	216 530
Stocks de fournitures	20	172 789	162 919
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	117 084	152 532
	23	75 408 279	67 310 816
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	45 146 486	44 915 430

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations	
		2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	231 056	961 464
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	(11 440 075)	(5 855 107)
Produit de cession	3	1 065	1 429
Amortissement	4	3 314 245	2 847 635
(Gain) perte sur cession	5	(1 065)	(1 429)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(8 125 830)	(3 007 472)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	2 789	
Variation des stocks de fournitures	10	(9 870)	(53 496)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	35 448	39 740
	13	28 367	(13 756)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		2
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(7 866 407)	(2 059 762)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(22 395 386)	(20 335 624)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(22 395 386)	(20 335 624)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(30 261 793)	(22 395 386)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.
Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	231 056	961 464
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 314 245	2 847 635
Autres			
▪ Affectation	3	(20 984)	(1 075)
▪ Gain / Perte sur cession	4	(1 064)	(1 429)
	5	3 523 253	3 806 595
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(195 948)	433 226
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(363 434)	5 294
Revenus reportés	9	20 231	(20 733)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	7 831	(7 237)
Propriétés destinées à la revente	11	2 789	
Stocks de fournitures	12	(9 870)	(53 496)
Autres actifs non financiers	13	35 448	39 740
	14	3 020 300	4 203 389
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(11 440 075)	(5 855 107)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	1 065	1 429
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17		
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(11 439 010)	(5 853 678)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(8 493)	(23 092)
Remboursement ou cession	21	37 969	47 262
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22		
Cession	23		
	24	29 476	24 170
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	10 466 500	9 824 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(2 633 736)	(2 379 505)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(1 156 433)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(70 688)	(113 378)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	7 762 076	6 174 684
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(627 158)	4 548 565
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	5 060 534	511 969
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	5 060 534	511 969
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	4 433 376	5 060 534

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal
La ville de Contrecoeur (ci-après « la ville») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil municipal composé de six conseillers et d'une mairesse.

2. Principales méthodes comptables
Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats
S.O.

a) Périmètre comptable
S.O

b) Partenariats
Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participent. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La municipalité participe aux partenariats suivants :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne) (3,5%)

Régie intermunicipal des services animaliers de la Vallée-du-Richelieu. (Consolidation ligne par ligne) (6,37%)

B) Comptabilité d'exercice
La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables
La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à

l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans
Bâtiments: 40 ans
Véhicules: 5, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans
Amélioration locatives : période de 10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

S/O

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Revenus reportés
Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus
Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs
Régimes retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées aussi.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées:

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal(2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

  - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds soit celles impliquant des excédents affectés ou non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	4 433 376	5 060 534
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	4 433 376	5 060 534
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	2 104 973	1 535 767
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 348 088	2 284 856
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	179 459	622 459
Organismes municipaux	15	130 577	197 823
Autres			
▪ Loisirs et Autres	16	363 142	266 141
▪ Promoteurs	17	116 194	139 439
	18	5 242 433	5 046 485
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 856 750	2 062 133
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	1 856 750	2 062 133
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	28 869	18 622

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	101 519	110 012
Autres placements	31	14 412	14 412
	32	115 931	124 424
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(134 771)	(126 940)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(134 771)	(126 940)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	150 783	119 214
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	184 797	200 471
Autres régimes (REER et autres)	41	106 066	108 477
Régimes de retraite des élus municipaux	42	25 709	29 075
	43	467 355	457 237

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note

10. Emprunts temporaires

Au 31 décembre 2021, La Ville dispose de marge de crédit autorisée de 10 855 500 $. Un montant de 0 $ est utilisé au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

Au 31 décembre 2021, La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000 $. Un montant de 0 $ est utilisé au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base.

Au 31 décembre 2021, La Régie intermunicipale des Services animaliers de la Vallée-du-Richelieu dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 000 $. Un montant de 0 $ est utilisé au 31 décembre 2021. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	1 750 613	2 322 726
Salaires et avantages sociaux	48	597 665	507 418
Dépôts et retenues de garantie	49	1 035 227	790 863
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus	51	55 477	52 661
▪ Provisions	52	45 000	173 844
▪ Autres RISAVR	53	96	
▪	54		
▪	55		
	56	3 484 078	3 847 512

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	30 681	7 833
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Commandite APM	69	133	133
▪ Montréal bleu #2	70	2 618	5 235
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	33 432	13 201

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2021	2020
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	2,85	2022	2042	77	36 743 200	28 897 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,90	2022	2023	83	6 181	18 817
Autres					84		
					85	36 749 381	28 916 617
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(348 129)	(277 441)
					87	36 401 252	28 639 176

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		5 288 300	6 098		5 294 398
2023	89		7 765 100	83		7 765 183
2024	90		4 340 800			4 340 800
2025	91		1 954 000			1 954 000
2026	92		9 775 000			9 775 000
2027 et plus	93		7 620 000			7 620 000
	94		36 743 200	6 181		36 749 381
Intérêts et frais accessoires	95			( )		( )
	96		36 743 200	6 181		36 749 381

Note

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	13 606 718	167 423		13 774 141
Eaux usées	105	21 921 719	793 179		22 714 898
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	26 310 350	7 249 850		33 560 200
Autres					
▪ Parcs, Éclairage et Circulatio	107	10 516 326	3 220 496		13 736 822
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	9 048 033	813 943		9 861 976
Améliorations locatives	111	56 034	330		56 364
Véhicules	112	3 472 928	73 630	11 775	3 534 783
Ameublement et équipement de bureau	113	1 272 046	125 273		1 397 319
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 185 075	326 119		1 511 194
Terrains	115	6 430 363	106 608		6 536 971
Autres	116				
	117	93 819 592	12 876 851	11 775	106 684 668
Immobilisations en cours	118	1 436 776	(1 436 776)		
	119	95 256 368	11 440 075	11 775	106 684 668
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	4 991 709	323 202		5 314 911
Eaux usées	121	5 948 472	548 251		6 496 723
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	6 942 234	1 040 412		7 982 646
Autres					
▪ Parcs, Éclairage et Circulatio	123	3 353 633	567 521		3 921 154
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	3 907 565	383 259		4 290 824
Améliorations locatives	127	40 662	1 489		42 151
Véhicules	128	1 590 239	215 351	11 775	1 793 815
Ameublement et équipement de bureau	129	873 011	143 134		1 016 145
Machinerie, outillage et équipement divers	130	830 008	91 626		921 634
Autres	131				
	132	28 477 533	3 314 245	11 775	31 780 003
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	66 778 835			74 904 665
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134	137 521		44 057	93 464
Amortissement cumulé	135	(82 182)	( )	(4 897))	(87 079)
Valeur comptable nette	136	55 339			6 385

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	213 741	216 530
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139		
	140	213 741	216 530
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	213 741	216 530

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪	154	117 084	152 532
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	117 084	152 532

Note

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants :

2022 517 751 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

2023	419 355 $
2024	299 390 $
2025	12 197 $
2026	12 380 $

En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 1 183 770$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes: Location de système de radio communication: 394 590$ en 2022, 394 590$ en 2023 et 394 590$ en 2024.

La quote-part de la ville est de 3,50%.

En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale des services animaliers de la Vallée-du-Richelieu s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 75 564$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes: Location d'immeuble: 25 188 $ en 2022, 2023 et 2024.

La quote-part de la Ville s'élève à 6,37%

20. Droits contractuels
S/O

21. Passifs éventuels
S/O

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2021	Solde des cautionnements 2020
Colonie de vacances des Grèves		25 000		25 000
Parc nautique		220 000	220 000	220 000
	160	245 000	220 000	245 000

S.O.

B) Auto-assurance
La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

C) Poursuites
Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 $ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la ville est de 3,50 %.

D) Autres

ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieur de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	13 032 713	13 396 422	13 654 632			13 654 632
Compensations tenant lieu de taxes	2	248 939	223 202	213 648			213 648
Quotes-parts	3					1 275 970	
Transferts	4	897 125	179 605	855 553			855 553
Services rendus	5	510 800	708 499	607 322		88 197	695 519
Imposition de droits	6	1 433 491	912 400	1 727 043		22 191	1 749 234
Amendes et pénalités	7	110 639	66 000	164 323		199 731	364 054
Revenus de placements de portefeuille	8	15 947	15 000	13 959			13 959
Autres revenus d'intérêts	9	59 570	36 000	88 152		4 222	92 374
Autres revenus	10	194 583	284 567	69 091		1 586	70 677
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	16 503 807	15 821 695	17 393 723		1 591 897	17 709 650
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	89 347		53 293			53 293
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	89 347		53 293			53 293
	22	16 593 154	15 821 695	17 447 016		1 591 897	17 762 943
Charges							
Administration générale	23	2 189 474	2 210 330	2 441 558	518 280		2 959 838
Sécurité publique	24	2 214 187	2 358 220	2 312 764	188 250	1 615 977	2 841 021
Transport	25	2 137 575	2 036 943	2 380 199	1 255 786		3 635 985
Hygiène du milieu	26	3 074 895	3 655 814	3 402 583	871 453		4 274 036
Santé et bien-être	27	143 669	141 555	127 129			127 129
Aménagement, urbanisme et développement	28	579 956	658 191	603 304			603 304
Loisirs et culture	29	1 845 769	2 335 216	2 049 868	438 323		2 488 191
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	665 708	892 725	578 235		24 148	602 383
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 806 998	2 600 000	3 272 092	(3 272 092)		
	34	15 658 231	16 888 994	17 167 732		1 640 125	17 531 887
Excédent (déficit) de l'exercice	35	934 923	(1 067 299)	279 284		(48 228)	231 056

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	934 923	(1 067 299)	279 284	(48 228)	231 056
Moins : revenus d'investissement	2	(89 347)	( )	(53 293)	( )	(53 293)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	845 576	(1 067 299)	225 991	(48 228)	177 763
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	2 806 998	2 600 000	3 272 092	42 153	3 314 245
Produit de cession	5				1 065	1 065
(Gain) perte sur cession	6				(1 065)	(1 065)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 806 998	2 600 000	3 272 092	42 153	3 314 245
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			2 789		2 789
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			2 789		2 789
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	47 262	14 500	37 969		37 969
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	47 262	14 500	37 969		37 969
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 039 087)	(2 508 937)	(2 422 463)	(12 636)	(2 435 099)
	18	(2 039 087)	(2 508 937)	(2 422 463)	(12 636)	(2 435 099)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(201 855)	( )	(424 982)	(65)	(425 047)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		519 814			
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 000	110 000	110 000	61 425	171 425
Réserves financières et fonds réservés	22	(446 852)	331 922	43 563	(22 320)	21 243
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(5 122)	(5 122)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(538 707)	961 736	(271 419)	33 918	(237 501)
	26	276 466	1 067 299	618 968	63 435	682 403
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 122 042		844 959	15 207	860 166

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	89 347	53 293		53 293
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Sécurité publique	2	(109 746)	(323 976)	(34 098)	(358 074)
Administration générale	3	(462 023)	(739 163)		(739 163)
Transport	4	(3 110 763)	(6 868 023)		(6 868 023)
Hygiène du milieu	5	(1 181 584)	(642 430)		(642 430)
Santé et bien-être	6				
Aménagement, urbanisme et développement	7				
Loisirs et culture	8	(951 942)	(2 832 385)		(2 832 385)
Réseau d'électricité	9				
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10				
	11	(5 816 058)	(11 405 977)	(34 098)	(11 440 075)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	(23 092)	(8 493)		(8 493)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13				
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14				
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	201 855	424 982	65	425 047
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17			1 114	1 114
Réserves financières et fonds réservés	18			32 919	32 919
	19	201 855	424 982	34 098	459 080
	20	(5 637 295)	(10 989 488)		(10 989 488)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(5 547 948)	(10 936 195)		(10 936 195)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 621 530	4 000 948	432 428	4 433 376
Débiteurs (note 5)	2	4 776 365	5 100 213	142 220	5 242 433
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	124 424	115 931		115 931
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	9 522 319	9 217 092	574 648	9 791 740
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 663 345	3 268 536	215 542	3 484 078
Revenus reportés (note 12)	12	(105 035)	33 432		33 432
Dette à long terme (note 13)	13	28 620 359	36 395 071	6 181	36 401 252
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			134 771	134 771
Autres passifs (note 14)	15				
	16	32 178 669	39 697 039	356 494	40 053 533
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(22 656 350)	(30 479 947)	218 154	(30 261 793)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	66 673 011	74 806 896	97 769	74 904 665
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	216 530	213 741		213 741
Stocks de fournitures	20	158 197	167 585	5 204	172 789
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	141 431	103 829	13 255	117 084
	23	67 189 169	75 292 051	116 228	75 408 279
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 882 574	2 252 773	90 870	2 343 643
Excédent de fonctionnement affecté	25	264 831	154 831	170 047	324 878
Réserves financières et fonds réservés	26	4 901 803	4 736 090	18 287	4 754 377
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	(36 411)	(36 411)
Financement des investissements en cours	28	(2 567 296)	(2 567 296)		(2 567 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	39 050 907	40 235 706	91 589	40 327 295
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	44 532 819	44 812 104	334 382	45 146 486

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 558 100	4 577 993	5 661 657	5 298 339
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	919 742	834 816	1 132 704	1 100 413
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 642 453	3 662 822	3 846 489	3 205 953
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	886 225	572 765	573 206	620 839
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	6 500	5 470	29 177	60 764
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 024 872	4 044 679	2 768 710	2 563 330
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	251 102	197 095	205 699	243 529
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 600 000	3 272 092	3 314 245	2 847 635
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21				
▪	22				
▪	23				
	24	16 888 994	17 167 732	17 531 887	15 940 802

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 343 643	3 004 644
Excédent de fonctionnement affecté	2	324 878	451 011
Réserves financières et fonds réservés	3	4 754 377	4 930 689
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(36 411)	(41 532)
Financement des investissements en cours	5	(2 567 296)	(2 567 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	40 327 295	39 137 914
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	45 146 486	44 915 430
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 252 773	2 882 574
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	90 870	122 070
	11	2 343 643	3 004 644
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Biométhanisation	12	149 355	259 355
▪ Gestion des fosses septiques	13	5 476	5 476
▪	14		
▪	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	154 831	264 831
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Régie intermunicipale Police	22	164 123	186 180
▪ Régie inter. Sécurité animale	23	5 924	
▪	24		
	25	170 047	186 180
	26	324 878	451 011

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Développement durable	27	381 930	409 780
▪ Équilibre budgétaire	28	2 000 000	2 000 000
▪ Infrastructures	29	500 000	500 000
▪	30		
▪	31		
	32	2 881 930	2 909 780
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	245 972	121 016
Organismes contrôlés et partenariats	38	18 287	28 886
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	47 336	47 336
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪ Mobilité durable et arbres	45	651 652	598 671
▪ Réserve foncière	46	909 200	1 225 000
	47	1 872 447	2 020 909
	48	4 754 377	4 930 689

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(16 152)	(18 214)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	( )	( )
Autres	53	(20 259)	(23 318)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	( )	( )
	55	(36 411)	(41 532)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
▪	59	( )	( )
▪	60	( )	( )
	61	(36 411)	(41 532)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	( )	( )
Autres			
▪	73	( )	( )
▪	74	( )	( )
	75	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81		
	82	(36 411)	(41 532)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83		
Investissements à financer	84	(2 567 296)	(2 567 296)
	85	(2 567 296)	(2 567 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	74 904 665	66 778 835
Propriétés destinées à la revente	87	213 741	216 530
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	101 519	110 012
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	75 219 925	67 105 377
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	75 219 925	67 105 377
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94	(36 401 252)	(28 639 176)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95	(348 129)	(277 441)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	1 856 751	949 154
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99	(34 892 630)	(27 967 463)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100	( )	( )
	101	(34 892 630)	(27 967 463)
	102	40 327 295	39 137 914

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres au 31 décembre 2019 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2019.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »
Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:
1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008
2. Date de la retraite
a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.
b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:
i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente
a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite
a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier

2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communication.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

a) Policiers syndiqués:

Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date de

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l'évaluation.

Volet antérieur : aucune

b) Cadres:

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

Volet antérieur :aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications:

50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au
cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

Volet antérieur : aucune

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(126 940)	(134 176)
Charge de l'exercice	4	(150 783)	(119 214)
Cotisations versées par l'employeur	5	142 952	126 450
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(134 771)	(126 940)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	5 048 888	4 590 283
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(5 253 404)	(4 880 381)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(204 516)	(290 098)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	69 745	163 158
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(134 771)	(126 940)
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(134 771)	(126 940)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	5 048 888	4 590 283
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(5 253 404)	(4 880 381)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(204 516)	(290 098)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	308 557	195 147
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	5 524	
	20	314 081	195 147
Cotisations salariales des employés	21	(203 712)	(97 958)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	110 369	97 189
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	20 032	7 062
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(3 286)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	127 115	104 251
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	277 443	259 683
Rendement espéré des actifs	33	(253 775)	(244 720)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	23 668	14 963
Charge de l'exercice	35	150 783	119 214

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	401 760	265 276
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(253 775)	(244 720)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	147 985	20 556
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(71 318)	(145 364)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	289 818	161 585
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	5 147 930	4 767 216
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	114 935	108 935
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	7 691	7 691
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,38 %	5,48 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,48 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	1

Description des régimes et autres renseignements

Régime complémentaire de retraite pour les salariés de la Ville de Contrecoeur

Ce régime de retraite est enregistré sous le numéro 26460 et est régi par la Loi sur les régimes de retraite complémentaire et ses règlements y afférant.

Le régime est un régime contributif à cotisations déterminées administré par le comité de retraite. Les placements sont gérés par Desjardins Sécurité Financière, compagnie d'assurance-vie

Les participants détiennent le droit de placer les cotisations versées à la Caisse de retraite en leur nom, selon les choix offerts par la Caisse. Pour toute information concernant les modalités du régime, on se réfère au texte du régime.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	184 797	200 471
	112	184 797	200 471

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite offert aux employés de l'organisme public de transport est un REER collectif, où l'employeur et l'employé participant cotisent chacun jusqu'à concurrence de 5 % du salaire de l'employé.

Le régime de retraite offert aux employés-cadres de la ville est un REER collectif, où l'employeur et l'employé participant cotisent chacun jusqu'à concurrence de 2 % du salaire de l'employé.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	106 066	108 477
Autres régimes	117		
	118	106 066	108 477

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	26	23

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	6 874	7 449
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	25 709	29 075
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	25 709	29 075

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Réalisations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	10 179 082	10 179 082	9 641 462
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	10 179 082	10 179 082	9 641 462
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 168 370	1 168 370	1 205 326
Égout	13	799 923	799 923	760 479
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 094 204	1 094 204	1 067 441
Autres				
▪	16			
▪ Fosses septiques	17	42 720	42 720	43 260
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	42 136	42 136	35 384
Service de la dette	20	328 197	328 197	279 361
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	3 475 550	3 475 550	3 391 251
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	3 475 550	3 475 550	3 391 251
	29	13 654 632	13 654 632	13 032 713

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	108	108	1 087
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	108	108	1 087
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	58 487	58 487	63 631
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	78 404	78 404	80 013
	38	136 891	136 891	143 644
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	136 999	136 999	144 731
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	76 649	76 649	104 208
Taxes d'affaires	46			
	47	76 649	76 649	104 208
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	213 648	213 648	248 939

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	126 114	126 114	79 301
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	11 604	11 604	508 602
Sécurité civile	58			
Autres	59	229 711	229 711	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	18 585	18 585	34 998
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62	49 757	49 757	7 222
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	10 205	10 205	5 616
Réseau de distribution de l'eau potable	71	25 857	25 857	1 057
Traitement des eaux usées	72	20 760	20 760	21 647
Réseaux d'égout	73	1 483	1 483	1 870
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80	43 515	43 515	
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			5 009
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	40 227	40 227	7 500
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	38 697	38 697	52 427
Autres	91			
Réseau d'électricité	92			
	93	616 515	616 515	725 249

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99			
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110			
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124	53 293	53 293	89 347
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128			
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			
Autres	130			
Réseau d'électricité	131			
	132	53 293	53 293	89 347

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	239 038	239 038	171 876
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotation spéciale de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	239 038	239 038	171 876
TOTAL DES TRANSFERTS	145	908 846	908 846	986 472

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	24 443	24 443	13 657
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	24 443	24 443	13 657
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	151 078	151 078	147 781
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163	89 529	89 529	87 480
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	240 607	240 607	235 261

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	265 050	265 050	248 918

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188	487	487	
Évaluation	189			
Autres	190	70 355	70 355	63 967
	191	70 842	70 842	63 967
Sécurité publique				
Police	192		80 005	9 691
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	495	8 687	12 636
	196	495	88 692	22 327
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	46 389	46 389	4 354
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199	41 428	41 428	17 628
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200	200	200	320
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			706
Autres	204			
	205	88 017	88 017	23 008
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206	6 009	6 009	7 822
Réseau de distribution de l'eau potable	207			
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210	15 706	15 706	23 113
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214	1 498	1 498	
Autres	215			
	216	23 213	23 213	30 935

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2021	Données consolidées Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	1 772	1 772	19 193
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	3 672	3 672	
Autres	224	1 500	1 500	
	225	6 944	6 944	19 193
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	134 446	134 446	71 060
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	1 367	1 367	9 542
Autres	228	16 948	16 948	39 147
	229	152 761	152 761	119 749
Réseau d'électricité	230			
	231	342 272	430 469	279 179
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	607 322	695 519	528 097

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	86 082	108 273	125 409
Droits de mutation immobilière	234	1 602 804	1 602 804	1 117 086
Droits sur les carrières et sablières	235	37 712	37 712	213 434
Autres	236	445	445	207
	237	1 727 043	1 749 234	1 456 136
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	164 323	364 054	300 027
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	13 959	13 959	15 947
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	88 152	92 374	65 241
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		1 065	1 429
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249	40 413	40 413	
Autres	250	28 678	29 199	267 265
	251	69 091	70 677	268 694
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	573 771		573 771	573 771	368 375
Greffe et application de la loi	2	230 596		230 596	230 596	156 112
Gestion financière et administrative	3	1 088 796		1 088 796	1 088 796	1 166 583
Évaluation	4	175 126		175 126	175 126	83 241
Gestion du personnel	5	22 751		22 751	22 751	60 118
Autres						
▪	6	350 518	518 280	868 798	868 798	996 335
▪	7					
	8	2 441 558	518 280	2 959 838	2 959 838	2 830 764
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 510 141		1 510 141	1 828 647	1 722 771
Sécurité incendie	10	743 128	188 250	931 378	931 378	703 773
Sécurité civile	11	19 770		19 770	19 770	63 699
Autres	12	39 725		39 725	61 226	62 274
	13	2 312 764	188 250	2 501 014	2 841 021	2 552 517
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 278 591	1 126 589	2 405 180	2 405 180	1 968 364
Enlèvement de la neige	15	545 966		545 966	545 966	477 403
Éclairage des rues	16	81 616	71 971	153 587	153 587	136 275
Circulation et stationnement	17	17 104	57 226	74 330	74 330	77 120
Transport collectif						
Transport en commun	18	390 680		390 680	390 680	360 656
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	66 242		66 242	66 242	47 303
	22	2 380 199	1 255 786	3 635 985	3 635 985	3 067 121

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	993 490	133 434	1 126 924	1 126 924	1 009 850
Réseau de distribution de l'eau potable	24	118 689	189 768	308 457	308 457	267 134
Traitement des eaux usées	25	291 015	310 475	601 490	601 490	614 140
Réseaux d'égout	26	106 958	237 776	344 734	344 734	329 281
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	473 774		473 774	473 774	443 208
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	466 497		466 497	466 497	449 757
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	603 445		603 445	603 445	566 995
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	27 310		27 310	27 310	34 316
Protection de l'environnement	38	321 405		321 405	321 405	238 601
Autres	39					
	40	3 402 583	871 453	4 274 036	4 274 036	3 953 282
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	100 486		100 486	100 486	107 047
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	26 643		26 643	26 643	36 622
	44	127 129		127 129	127 129	143 669

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	456 324		456 324	456 324	429 320
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	12 433		12 433	12 433	20 438
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	90 420		90 420	90 420	74 576
Tourisme	49	44 127		44 127	44 127	55 622
Autres	50					
Autres	51					
	52	603 304		603 304	603 304	579 956
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	611 943		611 943	611 943	633 448
Patinoires intérieures et extérieures	54	72 848		72 848	72 848	46 913
Piscines, plages et ports de plaisance	55	91 992		91 992	91 992	72 556
Parcs et terrains de jeux	56	678 275	438 323	1 116 598	1 116 598	832 704
Parcs régionaux	57	40 000		40 000	40 000	40 000
Expositions et foires	58	101 537		101 537	101 537	86 215
Autres	59	13 647		13 647	13 647	9 737
	60	1 610 242	438 323	2 048 565	2 048 565	1 721 573
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	280 537		280 537	280 537	257 632
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	159 089		159 089	159 089	152 685
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	439 626		439 626	439 626	410 317
	67	2 049 868	438 323	2 488 191	2 488 191	2 131 890

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	494 149		494 149	494 590	548 073
Autres frais	70	78 616		78 616	78 616	72 766
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				23 668	14 963
Autres	72	5 470		5 470	5 509	45 801
	73	578 235		578 235	602 383	681 603
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	3 272 092	(3 272 092)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Contrecoeur | 59035 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	18 870	18 870	31 555
Usines de traitement de l'eau potable	2	148 553	148 553	35 934
Usines et bassins d'épuration	3	353 142	353 142	727 642
Conduites d'égout	4	121 866	121 866	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 816 443	6 816 443	2 174 815
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 832 385	2 832 385	602 487
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	232 140	232 140	118 602
Édifices communautaires et récréatifs	14	284 716	284 716	10 000
Améliorations locatives	15		330	969
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	51 580	73 630	113 305
Ameublement et équipement de bureau	18	115 698	125 207	152 932
Machinerie, outillage et équipement divers	19	323 976	326 185	134 595
Terrains	20	106 608	106 608	315 496
Autres	21			1 436 775
	22	11 405 977	11 440 075	5 855 107

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25	334 630	334 630	
Conduites d'égout	26	121 866	121 866	
Autres infrastructures	27	4 529 132	4 529 132	2 777 302
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	18 870	18 870	31 555
Usines de traitement de l'eau potable	29	148 553	148 553	35 934
Usines et bassins d'épuration	30	18 512	18 512	727 642
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	5 119 696	5 119 696	
Autres immobilisations corporelles	33	1 114 718	1 148 816	2 282 674
	34	11 405 977	11 440 075	5 855 107

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 567 891	6 671 000	420 885	9 818 006
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	23 286 593	3 795 500	2 007 468	25 074 625
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	26 854 484	10 466 500	2 428 353	34 892 631
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 062 133		205 383	1 856 750
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 062 133		205 383	1 856 750
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 062 133		205 383	1 856 750
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	2 062 133		205 383	1 856 750
	18	28 916 617	10 466 500	2 633 736	36 749 381
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	28 916 617	10 466 500	2 633 736	36 749 381

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	36 743 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	(2 517 338)
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	47 416
Débiteurs	9	1 738 948
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	32 439 498
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	6 503
Endettement net à long terme	16	32 446 001
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	872 706
Communauté métropolitaine	18	55 778
Autres organismes	19	827 528
Endettement total net à long terme	20	34 202 013
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	34 202 013
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	42 258	42 258	37 165
Évaluation	2	172 707	172 707	80 752
Autres	3	114 545	114 545	120 699
Sécurité publique				
Police	4	1 468 005	231 107	220 253
Sécurité incendie	5	46 293	46 293	32 448
Sécurité civile	6			
Autres	7	39 320	249	111
Transport				
Réseau routier	8			10 254
Transport collectif	9	389 074	389 074	357 612
Autres	10	17 117	17 117	644
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 497 036	1 497 036	1 425 706
Cours d'eau	13	27 310	27 310	34 316
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	38 158	38 158	44 940
Santé et bien-être				
Logement social	16	100 486	100 486	107 047
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	36 681	36 681	33 284
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 910	18 910	19 637
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	36 779	36 779	38 462
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	4 044 679	2 768 710	2 563 330

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	11 405 977	5 816 058
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	11 405 977	5 816 058

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	11,00	35,00	20 020,00	975 514	225 060	1 200 574
Professionnels	2	4,00	35,00	7 280,00	395 811	88 413	484 224
Cols blancs	3	18,00	33,75	25 991,00	968 129	210 621	1 178 750
Cols bleus	4	35,00	40,00	72 800,00	1 651 960	234 681	1 886 641
Policiers	5						
Pompiers	6	31,00	40,00	12 828,00	320 709	33 765	354 474
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	99,00		138 919,00	4 312 123	792 540	5 104 663
Élus	9	7,00			265 870	42 276	308 146
	10	106,00			4 577 993	834 816	5 412 809

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		10 205			10 205
Réseau de distribution de l'eau potable	13		534			534
Traitement des eaux usées	14		20 760			20 760
Réseaux d'égout	15		949			949
Autres	16	679 678	196 720			876 398
	17	679 678	229 168			908 846

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	103 051	151 473
	4	103 051	151 473
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	9 316	11 105
Sécurité civile	7	1 807	1 992
Autres	8		
	9	11 123	13 097
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	155 320	234 542
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	6 931	9 425
Transport collectif	13	90	230
Autres	14		97
	15	162 341	244 294
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	6 414	10 847
Réseau de distribution de l'eau potable	17	26 507	26 592
Traitement des eaux usées	18	74 177	26 098
Réseaux d'égout	19	77 965	78 663
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	1 249	1 057
Autres	25		
	26	186 312	143 257
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	18 653	19 713
	30	18 653	19 713
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	1 025	1 318
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	1 054	1 538
Autres	34	10 348	11 034
	35	12 427	13 890
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	76 354	75 633
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	7 974	4 351
Autres	38		
	39	84 328	79 984
Réseau d'électricité	40		
	41	578 235	665 708

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maud Allaire	Maire	45 653	17 401	24 439	
Pierre Bélisle	Conseiller	2 306	1 153		
Claude Bérard	Conseiller	14 104	7 051		
Maggy Bissonnette	Conseiller	2 306	1 153		
Claude Dansereau	Conseiller	2 306	1 153		
Dominique Doyon	Conseiller	11 797	5 899		
Denis-Charles Drapeau	Conseiller	11 797	5 899		
André Gosselin	Conseiller	11 797	5 899		
Steve Hamel	Conseiller	10 604	5 322		
Karine Messier	Conseiller	2 306	1 153		
Jonathan Paris	Conseiller	11 797	5 899		
Pierre-Olivier Roy	Conseiller	2 306	1 153		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 500 000 $	

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X	3 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	37 712 $	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	X	6 ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	$
Ligne 14 : Débiteurs	13	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	16	$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 [X] 19 [ ]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 20 22 848 $

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 [X] 22 [ ]

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 — 23 376 345 $

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 [ ] 25 [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 26 $

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 [ ] 28 [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 29 $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 30 [ ] 31 [X]

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 32 [ ] 33 [ ]

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 [ ] 35 [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 36 $

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 [X] 38 [ ]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 39 15 507 $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 40 [ ] 41 [X]

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes — 42 $

b) autres formes d'aide — 43 $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021	44	$
Facteur comparatif de 2021	45	
Valeur uniformisée	46	$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 47 $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	48	$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	49	$
Chaussées pavées - entretien préventif	50	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	51	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	52	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	53	$
Systèmes de drainage	54	$
Abords de routes	55	$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	56	$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	57	$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	58	$

c) Total des frais encourus admissibles — 59 $

d) Description des dépenses d'investissement
- ▪ Relatives à l'entretien d'hiver :
- ▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	60	
b) Date d'adoption de la résolution	61	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 62 [X] 63 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 64 2019-11-377

b) Date d'adoption de la résolution — 65 2019-11-05

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) — 66 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) — 67 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) — 68 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) — 69 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) — 70 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) — 71 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) — 72 _____

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 73 _____

i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) — 74 _____

j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 75 _____

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? — 76 [ ] 77 [X]

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	$
Ministère des Transports	80	$
Ministère de la Culture et des Communications	81	$
Autres ministères/organismes	82	$
	83	$

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Contrecoeur | 59035 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel

Au trésorier de la Ville de Contrecoeur,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Contrecoeur (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

·nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

·nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

·nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc.[1]
Société de comptables professionnels agréés

MPA inc. Société de comptables professionnels agréés
Robert Arbour, CPA Auditeur, CA
Montréal le 3 mai 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	13 654 632
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	2 482 626
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	42 136
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	11 129 870

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 197 796 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 445 665 100
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 321 730 550

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,8421 / 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	2			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».						
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X		

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12		13	X
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14		15		16	X
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17		18		19	X

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20		21		22	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23		24			

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25		26	X		

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Ville de Contrecoeur | 59035 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	11 532 158
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	11 532 158
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	859 227
Égout	13	814 617
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	1 133 573
Autres		
▪ Compteurs d'eau	16	437 689
▪ Fosse septiques	17	48 786
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	40 000
Service de la dette	20	913 946
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	4 247 838
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	4 247 838
	29	15 779 996

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	113
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	113
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	61 069
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	79 639
	9	140 708
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	140 821
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	78 604
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	78 604
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	219 425

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x		/100 $					
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 037 489 574	x	0,5358	/100 $	5 558 869				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	26 330 206	x	0,5935	/100 $	156 270				
Immeubles non résidentiels	4		x		/100 $					
Immeubles industriels	5		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	6		x		/100 $					
Autres	7	5 389 673	x	0,5358	/100 $	28 878				
Immeubles forestiers	8		x		/100 $					
Immeubles agricoles	9	59 815 365	x	0,5358	/100 $	320 491				
Total	10					6 064 508	( )	( )	5 467 650	11 532 158
Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	11		x		/100 $					
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	14		x		/100 $					
Immeubles industriels	15		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x		/100 $					
Autres	17		x		/100 $					
Immeubles forestiers	18		x		/100 $					
Immeubles agricoles	19		x		/100 $					
Total	20						( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxes spéciales										
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x		/100 $					
Activités de fonctionnement (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	24		x		/100 $					
Immeubles industriels	25		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	26		x		/100 $					
Autres	27		x		/100 $					
Immeubles forestiers	28		x		/100 $					
Immeubles agricoles	29		x		/100 $					
Total	30						( )	( )		
Taxes spéciales										
Activités d'investissement (taux unique)	31		x		/100 $					
Activités d'investissement (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	34		x		/100 $					
Immeubles industriels	35		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	36		x		/100 $					
Autres	37		x		/100 $					
Immeubles forestiers	38		x		/100 $					
Immeubles agricoles	39		x		/100 $					
Total	40						( )	( )		
		Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x		%		( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	200,00 $
Égout	2	230,00 $
Eau et égout	3	$
Traitement des eaux usées	4	60,00 $
Matières résiduelles	5	248,00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 298 881	4 111 013	57 756	28 878	156 270	320 491
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	249 597					
Autres	5	236 692	236 692				
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 785 170	4 347 705	57 756	28 878	156 270	320 491

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1		5 558 869			11 532 158
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		664 349			913 946
Autres	5		2 820 508			3 293 892
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8		9 043 726			15 739 996

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	S.O.

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

	OUI	NON	S.O.
▪ Pour la taxe foncière générale	1 [X]	2 [ ]	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 [ ]	4 [X]	5 [ ]

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM — 6 [X] 7 [ ] 8 [ ]

▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

```
Immeubles industriels
a) Tranche de valeur inférieure à 5 000 000 $ = 1.6153 $
b) Tranche de valeur de 5 000 000 $ et plus = 1.9999 $
Immeubles-non résidentiels
a) Tranche de valeur inférieure à 1 000 000 $ = 1.3593 $
b) Tranche de valeur de 1 000 000 $ et plus = 1.4872 $
c) Carrières et Sablières = 2.4592 $
```

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM — 9 [X] 10 [ ] 11 [ ]

▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

```
Immeubles industriels
a) Tranche de valeur inférieure à 5 000 000 $ = 1.6153 $
b) Tranche de valeur de 5 000 000 $ et plus = 1.9999 $
Immeubles-non résidentiels
a) Tranche de valeur inférieure à 1 000 000 $ = 1.3593 $
b) Tranche de valeur de 1 000 000 $ et plus = 1.4872 $
c) Carrières et Sablières = 2.4592 $
```

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

	OUI	NON	S.O.
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 [ ]	13 [X]	14 [ ]
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 [ ]	16 [X]	17 [ ]
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 [ ]	19 [X]	20 [ ]

▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :

2021	21	_____ $
2022	22	_____ $

▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :

2021	23	_____ $
2022	24	_____ $

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

2.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25		26	X
3.	La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :				
	▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27		28	X
	▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29		30	X
4.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31	X	32	
	Si oui, indiquer le montant.	33	220 852 $		
5.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	$		
6.	Date d'adoption du budget par le conseil	35	2021-12-14		
7.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	18 110 194 $		
8.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	3 270 000 $		
9.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	768 777 $		
10.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	25 122 $		

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Amélie Champigny, CPA CA OMA M.Sc., atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Contrecoeur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 3 mai 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Contrecoeur.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Contrecoeur consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Contrecoeur détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-26 17:10:34

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Contrecoeur | 59035 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	16 503 807	15 821 695	17 393 723	1 591 897	17 709 650
Investissement	2	89 347		53 293		53 293
	3	16 593 154	15 821 695	17 447 016	1 591 897	17 762 943
Charges	4	15 658 231	16 888 994	17 167 732	1 640 125	17 531 887
Excédent (déficit) de l'exercice	5	934 923	(1 067 299)	279 284	(48 228)	231 056
Moins : revenus d'investissement	6	(89 347)	( )	(53 293)	( )	(53 293)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	845 576	(1 067 299)	225 991	(48 228)	177 763
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 806 998	2 600 000	3 272 092	42 153	3 314 245
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 039 087)	(2 508 937)	(2 422 463)	(12 636)	(2 435 099)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(201 855)	( )	(424 982)	(65)	(425 047)
Excédent (déficit) accumulé	12	(336 852)	961 736	153 563	33 983	187 546
Autres éléments de conciliation	13	47 262	14 500	40 758		40 758
	14	276 466	1 067 299	618 968	63 435	682 403
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 122 042		844 959	15 207	860 166

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 621 530	4 000 948	4 433 376	5 060 534
Débiteurs	2	4 776 365	5 100 213	5 242 433	5 046 485
Placements de portefeuille	3	124 424	115 931	115 931	124 424
Autres	4				
	5	9 522 319	9 217 092	9 791 740	10 231 443
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	28 620 359	36 395 071	36 401 252	28 639 176
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			134 771	126 940
Autres	9	3 558 310	3 301 968	3 517 510	3 860 713
	10	32 178 669	39 697 039	40 053 533	32 626 829
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(22 656 350)	(30 479 947)	(30 261 793)	(22 395 386)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	66 673 011	74 806 896	74 904 665	66 778 835
Autres	13	516 158	485 155	503 614	531 981
	14	67 189 169	75 292 051	75 408 279	67 310 816
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 882 574	2 252 773	2 343 643	3 004 644
Excédent de fonctionnement affecté	16	264 831	154 831	324 878	451 011
Réserves financières et fonds réservés	17	4 901 803	4 736 090	4 754 377	4 930 689
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	( )	( )	(36 411)	(41 532)
Financement des investissements en cours	19	(2 567 296)	(2 567 296)	(2 567 296)	(2 567 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	39 050 907	40 235 706	40 327 295	39 137 914
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	44 532 819	44 812 104	45 146 486	44 915 430

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Biométhanisation	23	149 355	259 355
▪ Gestion des fosses septiques	24	5 476	5 476
▪	25		
▪	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	154 831	264 831
Organismes contrôlés et partenariats[1]	33	170 047	186 180
	34	324 878	451 011
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	4 736 090	4 901 803
Organismes contrôlés et partenariats[1]	36	18 287	28 886
	37	5 079 255	5 381 700

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	32 439 498
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	34 202 013

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	25 074 625	23 286 593
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	9 818 006	3 567 891
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 856 750	2 062 133
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	36 749 381	28 916 617

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	13 032 713	13 396 422	13 654 632	13 654 632
Compensations tenant lieu de taxes	12	248 939	223 202	213 648	213 648
Quotes-parts	13				
Transferts	14	897 125	179 605	855 553	855 553
Services rendus	15	510 800	708 499	607 322	695 519
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 560 077	993 400	1 905 325	2 127 247
Autres	17	254 153	320 567	157 243	163 051
	18	16 503 807	15 821 695	17 393 723	17 709 650
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	89 347		53 293	53 293
Autres	22				
	23	89 347		53 293	53 293
	24	16 593 154	15 821 695	17 447 016	17 762 943

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	2 441 558	518 280	2 959 838	2 959 838	2 830 764
Sécurité publique						
Police	2	1 510 141		1 510 141	1 828 647	1 722 771
Sécurité incendie	3	743 128	188 250	931 378	931 378	703 773
Autres	4	59 495		59 495	80 996	125 973
Transport						
Réseau routier	5	1 923 277	1 255 786	3 179 063	3 179 063	2 659 162
Transport collectif	6	390 680		390 680	390 680	360 656
Autres	7	66 242		66 242	66 242	47 303
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	1 510 152	871 453	2 381 605	2 381 605	2 220 405
Matières résiduelles	9	1 543 716		1 543 716	1 543 716	1 459 960
Autres	10	348 715		348 715	348 715	272 917
Santé et bien-être	11	127 129		127 129	127 129	143 669
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	456 324		456 324	456 324	429 320
Promotion et développement économique	13	134 547		134 547	134 547	130 198
Autres	14	12 433		12 433	12 433	20 438
Loisirs et culture	15	2 049 868	438 323	2 488 191	2 488 191	2 131 890
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	578 235		578 235	602 383	681 603
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	13 895 640	3 272 092	17 167 732	17 531 887	15 940 802
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 272 092	(3 272 092)			
	21	17 167 732		17 167 732	17 531 887	15 940 802

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	89 347	53 293		53 293
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(5 816 058)	(11 405 977)	(34 098)	(11 440 075)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	(23 092)	(8 493)	( )	(8 493)
Financement à long terme des activités d'investissement	4				
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	201 855	424 982	65	425 047
Excédent accumulé	6			34 033	34 033
	7	(5 637 295)	(10 989 488)		(10 989 488)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(5 547 948)	(10 936 195)		(10 936 195)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14